

ascendante grâce à nos grilles indiciaires de rémunération qui progressent au fur et à mesure de notre ancienneté et aussi grâce à la promotion interne (même si les progressions de carrière sont elles aussi de plus en plus attaquées). La prise en compte de la carrière entière pour le calcul de la pension, nos 43 années de services, au lieu des 6 derniers mois, va obligatoirement dégrader le montant de nos pensions puisque en début de carrière le traitement est moins important qu'en fin de carrière. Les femmes, qui subissent en moyenne de plus nombreuses interruptions d'activités vont être encore plus touchées par cette réforme, rappelons également que beaucoup de fonctionnaires dont la rémunération moyenne sur leur carrière tourne autour du SMIC vont être encore plus paupérisé par cette réforme.

L'âge du départ à la retraite ? 62 ans, 64 ans ou plus ? Avec ce nouveau système pratiquement personne ne pourra partir à 62 ans avec un taux plein. Le taux plein ne pourra être atteint qu'au terme d'une carrière complète de 43 ans. Sans oublier la décote qui est maintenue et qui va donc amener à retarder de plus en plus l'âge du départ à la retraite.

Cette réforme cumulée avec celle de l'assurance chômage est un changement structurel de notre société qui est basée encore sur la solidarité. De ça, Macron et les financiers n'en veulent plus. Nous sommes entrés dans l'ère de la start-up nation, où l'individualisme sera le maître mot, où les moins riches seront encore moins riches et deviendront même pour la plupart des pauvres à la retraite.

De cela, nous n'en voulons pas. C'est pour cela que nous appelons à la grève à partir du 5 décembre contre ce projet de réforme.

La grève du 5 décembre n'est pas la grève des transports ou de la RATP, c'est une grève de l'ensemble des salarié.es du secteur privé comme secteur public. À ce jour, nous savons d'ores et déjà que la journée de grève du 5 décembre dans de nombreux secteurs sera très forte. Il faut qu'elle soit tout aussi forte aux finances publiques. Mais nous savons qu'une seule journée de grève aussi forte soit-elle ne les fera pas reculer. Et la question de la reconduction

est d'ores et déjà portée, discutée dans de nombreux secteurs y compris chez nous.

Et de cela le gouvernement n'en veut pas. **C'est pour cette raison qu'il essaye de nous diviser** : en informant que ce ne sont que les privilégié-es qui seront en grève le 5 décembre, en affirmant que celles et ceux qui seront en grève le 5 décembre défendent les inégalités ; ils lancent également des négociations secteurs par secteurs, ils parlent de « clause d'antériorité » pour tout le monde puis seulement secteurs par secteurs...

Les colères, les mobilisations sont nombreuses et les réponses de ce gouvernement sont méprisantes : un numéro vert pour la jeunesse précarisée ; pas un euro de plus pour les associations aidant les femmes victimes de violences ; aucune mesure d'emplois, aucun lit supplémentaire dans les hôpitaux , d'embauches d'hospitalières et d'hospitaliers, la fermeture de nos trésoreries à marche forcée contre l'avis des collègues, des usagers et des élu.es locaux...

À nous à partir du 5 décembre d'être massivement en grève et de se retrouver en AG le plus tôt possible pour discuter partout où cela est possible des suites à donner !

